

# Fini de jouer avec les malades

Demain, l'Association des joueurs pathologiques et le ministre de la Santé lancent une campagne de prévention contre la dépendance au jeu.

Un an après sa création et après avoir remué ciel et terre, Anonym Glécksspiller ASBL a réussi à faire entendre son cri d'alarme pour la reconnaissance de la maladie et la protection des joueurs qui en sont atteints.

«L'essentiel, c'est qu'on avance», répète Romain Juncker, président d'Anonym Glécksspiller ASBL. Cet ancien joueur pathologique est prêt à oublier que, depuis l'ouverture du casino de Mondorf, on n'a rien fait pour protéger les joueurs dépendants du jeu. Il rencontre les responsables du casino qui réagissent. Cela reflète une prise de conscience grandissante du problème. Pourtant, défendre la cause des joueurs pathologiques n'a pas été chose simple.

Créée en décembre 2003, Anonym Glécksspiller ASBL a su pourtant rapidement attirer l'intérêt sur le problème des joueurs pathologiques. Au début de cette année, son président, Romain Juncker, raconte sa descente aux enfers dans différents journaux. En février, il se rend au ministère de la Santé pour exposer le cas désespérant des joueurs pathologiques dont la souffrance n'avait que rarement été portée sur la scène publique. Anonym Glécksspiller souhaiterait imprimer une brochure d'information et de prévention sur la pathologie, une maladie qui toucherait plus de Luxembourgeois qu'on ne le soupçonne.

## Un ministre intéressé

Il demande une entrevue avec les partis luxembourgeois. Le but, à terme, est de disposer d'une législation donnant des moyens de protéger les joueurs pathologiques et leur famille voire instituant une commission des jeux de hasard sur le modèle belge. Pour l'ASBL, ce sera en fin de compte l'enjeu de l'année 2005. À l'époque, «les partis n'étaient pas conscients du problème», avoue Romain Juncker. À l'issue de l'entrevue, le LSAP a déclaré que le jeu pathologique ne serait plus un tabou. Mais le parti socialiste, comme les autres, alors à la veille d'élections législatives, n'est pas allé plus loin.

Pendant ce temps, Anonym Glécksspiller s'associait avec le Centre de prévention des toxicomanies afin de publier une brochure de prévention et d'information sur le jeu pathologique, financée et soutenue par le ministère de la Santé. Ses 5 000 exemplaires, tout juste sortis de l'imprimerie, seront placés dans des cabinets médicaux, à la Caritas ou encore à la Croix-Rouge. En plus



Photo: nicolas bouvy

Au début d l'année, le président d'Anonym Glécksspiller ASBL, Romain Juncker, posait de dos. Aujourd'hui, il assume et s'affiche afin de montrer l'exemple à ceux qui n'osent pas affronter leur maladie.

de nombreuses infos sur la maladie, elle comprendra notamment un questionnaire pour définir son éventuelle dépendance. Elle sera présentée demain par Romain Juncker et le nouveau ministre de la Santé, qui s'est fortement intéressé au problème.

Ce dernier suivra également la conférence publique du 15 décembre prochain sur la question. Le psychologue Jean-Marc Cloos fera l'état des lieux du jeu au Grand-Duché. Il a été contacté par

l'ASBL qui cherchait des psychiatres pour collaborer avec l'association afin que les joueurs pathologiques puissent avoir rapidement le rapport psychiatrique nécessaire à un traitement qu'ils ont décidé. 8 personnes ont ainsi été traitées cette année en Allemagne, à la clinique spécialisée de Münchwies qui accueille les joueurs luxembourgeois.

Depuis la création de l'ASBL, Romain Juncker a reçu 180 appels de joueurs ou de proches en mal

d'informations. 40 consultations approfondies ont été menées. Et une douzaine de personnes se réunissent tous les lundis pour des thérapies de groupe. Le mal est bien présent au Luxembourg... «Il s'agit d'une maladie et chaque maladie a besoin de sa thérapie», conclut Romain Juncker.

Jérôme Quiqueret

► Anonym Glécksspiller ASBL, 021 655 444.

## Jean Asselborn à Sofia

Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères, a participé hier au Conseil ministériel annuel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Sofia. La réforme institutionnelle de l'OSCE et sa capacité de réaction à des menaces nouvelles sont au centre des discussions.

En marge du Conseil, le chef de la diplomatie luxembourgeoise a rencontré le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères bulgares, Siméon de Saxe-Cobourg Gotha et Solomon Passy. Ceux-ci se sont renseignés sur la progression de la candidature bulgare à l'adhésion à l'UE. Jean Asselborn a rappelé qu'il revenait au Conseil de décembre de statuer sur les candidatures bulgares et roumaines. Toutefois, Jean Asselborn a réitéré la volonté du Luxembourg de signer le traité d'adhésion avec la Bulgarie au cours du premier semestre 2005.

## Un accord avec les brasseurs

Les syndicats OGBL/LCGB et la Fédération des brasseurs se sont mis d'accord sur le renouvellement de la convention collective de travail pour les ouvriers.

À la suite d'une réunion de la dernière chance, le LCGB et l'OGBL, d'une part, et la Fédération des brasseurs luxembourgeois, d'autre part, se sont mis d'accord hier sur le renouvellement de la convention collective de travail pour les ouvriers du secteur brassicole.

La nouvelle convention s'appliquera pour une durée de trois ans. L'accord permettra aux 140 ouvriers du secteur de bénéficier d'une prime unique de 250 euros en 2004. L'année prochaine, les salariés bénéficieront d'une augmentation linéaire de salaire de 0,12 euro ainsi que d'une augmentation sélective de 0,03 euro. À cela s'ajoute une prime de vacance de 175 euros. Une journée de congé supplémentaire est prévue pour 20

ans de service et une journée supplémentaire pour 30 ans de service. En 2006, les ouvriers bénéficieront d'une augmentation de 0,15 euro.

### La bataille continue

Selon les syndicats, l'accord a été trouvé à l'arraché après des mois de longues discussions. «Malgré une forte augmentation du chiffre d'affaires et du bénéfice, les brasseurs luxembourgeois n'acceptaient aucune participation des salariés à cette progression», commente Romain Daubenfeld de l'OGBL.

Les salariés du secteur aurait subi de fortes pressions de la part des patrons, notamment de l'Inbev (ex-Interbrew), le plus grand bras-

seur dans le monde. «Les employés ont été menacés afin qu'ils ne participent pas aux réunions des syndicats. Inbev a clairement évoqué que des salariés de Belgique pourraient venir travailler au Luxembourg pour beaucoup moins d'argent».

Pour les deux syndicats, l'accord obtenu hier n'est que partiellement satisfaisant puisqu'il ne s'applique qu'aux ouvriers du secteur (140 personnes). Les 130 «employés» restants ne seront pas couverts par cette convention.

Une réunion est prévue jeudi prochain pour régler le sort de ces employés. Pour l'heure, les patrons proposent l'introduction d'un fonds de pension.

Nadia Di Pillo

## Éditorial

### Peut beaucoup mieux faire!

Ce matin, la ministre de l'Éducation, Mady Delvaux-Stehres, donne une conférence de presse pour commenter les résultats de l'étude PISA 2003. PISA pour programme international pour le suivi des acquis des élèves.

41 pays ont participé à ce deuxième cycle, plus de 250 000 élèves de 15 ans ayant été soumis à une évaluation dans trois domaines : culture mathématique (domaine majeur), compréhension de l'écrit et culture scientifique (domaines accessoires).

Une fois encore, les chiffres luxembourgeois ne sont pas bons. Ils sont certes moins catastrophiques que pour la première étude PISA, mais ils ne sont toujours pas bons. Le contraire eut d'ailleurs été fort étonnant.

23<sup>e</sup> place sur 40 en culture mathématique, 27<sup>e</sup> place sur 40 en compréhension de l'écrit et 29<sup>e</sup> place sur 40 en culture scientifique. Si le Luxembourg se retrouve cette fois dans le tiers inférieur du tableau, et non plus en queue de classement, c'est parce qu'il y a huit pays de plus.

Dans l'étude PISA 2000, publiée le 4 décembre 2001, le Luxembourg avait terminé 29<sup>e</sup> sur 32 pays participants. C'était notamment le cas pour la lecture, seuls le Brésil et le Mexique affichant alors des résultats plus médiocres. Ce qui avait fait dire à Anne Brasseur, ministre DP de l'Éducation : «Les résultats ne sont pas bons. Les performances sont extrêmement faibles».

Des arguments que pourrait aujourd'hui reprendre à son compte la ministre socialiste de l'Éducation, Mady Delvaux-Stehres. D'autant qu'il est bien difficile de comparer au plan international la performance luxembourgeoise de PISA 2000 à PISA 2003 puisque des changements relatifs au mode d'organisation du test (notamment le choix de la langue) ont été effectués.

Si l'on peut observer une petite progression à tous les niveaux de compétences (des plus forts aux plus faibles), si le Luxembourg ne semble plus autant à la traîne, il se situe très loin de la Finlande, très loin aussi du Liechtenstein. Et, surtout, il est à chaque fois en dessous de la moyenne OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Preuve qu'il y a encore du pain sur la planche pour l'école luxembourgeoise.

Denis Berche

## En bref

### Jack Straw en visite au Luxembourg

En vue de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le ministre britannique des Affaires étrangères effectue demain une visite au Luxembourg. Il aura des entretiens avec le Premier ministre Jean-Claude Juncker et le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn.

Les discussions porteront essentiellement sur les relations bilatérales, les grands dossiers d'actualité politique européenne tels que la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, le processus de Lisbonne, les perspectives financières 2007-2013 et les priorités de la future présidence du Conseil de l'Union européenne.

## Rédaction

redaction@lequotidien.lu